

tation du mouvement vers des compagnies étrangères non établies dans leurs territoires respectifs, lorsque la *Cable and Wireless Limited* a un réseau convenable pour s'occuper de ces dépêches;

c) Maintenir leur opposition à l'autorisation ou à l'ouverture de nouveaux circuits susceptibles de nuire à la *Cable and Wireless Limited* ou à ses associés au sein de l'Empire britannique;

d) Permettre à la *Cable and Wireless Limited* et à ses compagnies associées outre-mer de s'emparer, à des conditions raisonnables, de tout réseau commercial extérieur de transmission télégraphique sans fil que les gouvernements exploitent actuellement hors d'Europe, si ces réseaux concurrencent ceux des compagnies en cause;

e) Étendre la durée des accords et des permis de la *Cable and Wireless Limited* sur une période de 25 ans égale à la durée des licences du Royaume-Uni, subordonnement aux modifications que ces propositions pourront rendre nécessaires;

f) Accorder à la Compagnie, sous réserve du remboursement des débours réels, un moyen suffisant de réclame dans les bureaux de l'Administration de l'Empire et dans les publications officielles qui ont trait aux communications;

g) Renoncer aux droits de terminus ou de transit sur les dépêches confiées exclusivement à la *Cable and Wireless Limited* et à ses associés.

V *Circuits radiophoniques directs*

1. En dépit de ces engagements, des circuits radiophoniques directs ont été établis, durant la guerre, entre les États-Unis et plusieurs parties du Commonwealth, y compris l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde. A l'origine, ces circuits avaient été créés pour la durée de la guerre et six mois au delà. Mais il devint évident que la disparition de certains d'entre eux serait inopportune.

2. Les problèmes soulevés par l'ouverture de ces circuits directs furent étudiés à la "*Commonwealth Telegraph Conference*" qui eut lieu en Australie en 1942. Entre autres conclusions, le congrès susnommé reconnut que, dans l'ensemble, ces circuits étaient peut-être trop étroitement unis au vaste réseau de câbles dont l'installation avait pris plusieurs années. D'autre part, on jugea que, bien que les circuits radiophoniques offrissent des avantages économiques, cependant ils n'étaient pas encore nettement supérieurs aux câbles sous-marins; pour ce motif, le maintien des réseaux de câbles s'imposait donc comme partie intégrante d'un service efficace de télécommunications. En conséquence, le congrès recommande au *Commonwealth Communications Council* de faire une étude fouillée des moyens de communication du Commonwealth, afin de pouvoir proposer un régime qui assurerait comme il convient le progrès des communications sans fil et la coordination des communications par câble et sans fil.

VI *Collaboration des pays du Commonwealth*

Dans son rapport, le *Commonwealth Communications Council* concluait qu'il était devenu nécessaire de fusionner et de renforcer les systèmes de télégraphie sans fil et de câbles du Commonwealth. Des négociations s'ouvrirent entre les divers gouvernements du Commonwealth à l'été de 1944, à la suite de recommandations du conseil préconisant la collaboration entre les membres de la Communauté des Nations britanniques. Au début de 1945, lord Reith, au nom du gouvernement du Royaume-Uni, se rendit dans chacun des Dominions pour exposer les vues du Royaume-Uni. Subséquemment à ces pourparlers avec lord Reith, un congrès des télécommunications du Commonwealth eut lieu à Londres, en juillet 1945. Le congrès se déclara à l'unanimité en faveur de la